

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Fonction publique, du Commerce extérieur, de la Recherche scientifique, de la Lutte contre l'incendie et de l'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, le 24 décembre 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "fixant les règles de fonctionnement du service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale", a donné le 2 mars 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 24 december 1997 door de Minister van Openbaar Ambt, Buitenlandse Handel, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "houdende de werkingsregels van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp", heeft op 2 maart 1998 het volgende advies gegeven :

En tant qu'il fixe les règles de fonctionnement du service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, le projet s'inspire largement du règlement-type d'organisation d'un service communal d'incendie qualifié de service professionnel, repris à l'annexe 1 de l'arrêté royal du 6 mai 1971 fixant les types de règlements communaux relatifs à l'organisation des services communaux d'incendie.

Cet arrêté royal du 6 mai 1971 a notamment pour fondement légal les articles 9, § 1er, alinéa 1er, et 13, § 1er, de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile qui disposent que les règlements relatifs à l'organisation des services publics d'incendie sont établis en conformité avec un règlement-type arrêté par le Roi.

A ce jour, la protection civile est une matière restée fédérale et confiée essentiellement, pour ce qui a trait aux services d'incendie, aux autorités communales.

En vertu de l'article 4, § 2, 3° et 4°, de la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes, l'aide médicale urgente et la lutte contre l'incendie ont été confiées, pour ce qui concerne les communes bruxelloises, à l'Agglomération bruxelloise.

L'article 166, § 2, de la Constitution et l'article 48 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises qui l'exécute, ont délégué l'exercice des attributions de l'Agglomération bruxelloise au Conseil et au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

.../...

L'article 52 de la loi spéciale du 12 janvier 1989, précitée, précise toutefois que les attributions du Conseil et du Collège de l'Agglomération bruxelloise sont exercées respectivement par le Conseil et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale par la voie de règlements, en ce qui concerne le premier, et par la voie d'arrêtés, en ce qui concerne le second. Ce dédoublement fonctionnel a pour conséquence que lorsque la Région intervient au titre des attributions de l'Agglomération, elle peut être qualifiée de pouvoir local subordonné.

L'article 5 de la loi spéciale du 12 janvier 1989, précitée, permet cependant à la Région de Bruxelles-Capitale de confier l'exercice d'attributions de l'Agglomération à des organismes d'intérêt public, qu'elle crée ou désigne.

Ainsi, par une ordonnance du 19 juillet 1990, la Région de Bruxelles-Capitale a-t-elle créé un Service d'incendie et d'aide médicale urgente, sous la forme d'un organisme d'intérêt public relevant de la catégorie A, conformément à la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Dans son avis (1) y relatif, la section de législation a estimé qu'en tant qu'il comportait des dispositions normatives ayant trait aux services d'incendie, l'article 4,

(1) Avis publié dans Doc. C.R.B., sess. 1989-90, n° A-58/1.

§§ 1er et 3 (1) du projet, n'entraînent ni "dans la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale, ni dans celle de l'agglomération bruxelloise".

Pour tenir compte de cette observation, l'article 4 de l'ordonnance précitée a été modifié. Il dispose comme suit :

"Le Service d'incendie est chargé de l'exercice des attributions de l'agglomération bruxelloise dans les matières de la lutte contre l'incendie et de l'aide médicale urgente, telles que visées à l'article 4, § 2, 3° et 4°, de la loi d'agglomération (c'est-à-dire la loi du 26 juillet 1971, précitée).".

L'article 5 de la même ordonnance prévoit quant à lui, que

"Sans préjudice des contraintes prévues par l'article 13 de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, l'Exécutif définit les règles de fonctionnement du Service d'incendie.".

La question se pose de savoir si les normes qui doivent être prises en exécution des articles 4 et 5 de l'ordonnance précitée, sont des normes relevant de la Région de Bruxelles-Capitale agissant en tant que Région ou des

(1) Ces dispositions étaient libellées comme suit :

"Art. 4 § 1er Le Service d'incendie est un service professionnel de la classe X ...

§ 3 Le Service d'incendie ressort sous la législation du 31 décembre 1963 relative à la protection civile.".

.../...

normes de la Région de Bruxelles-Capitale mais intervenant en tant qu'Agglomération bruxelloise.

Dans cette dernière hypothèse, l'article 3, § 1er, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat est d'application et la section de législation doit se déclarer incompétente.

Comme l'indique son intitulé, l'arrêté en projet entend fixer les règles de fonctionnement du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale.

Comme en ont convenu les fonctionnaires délégués, il tend à appliquer sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale les principes du règlement-type d'organisation d'un service communal d'incendie qualifié de service professionnel, repris à l'annexe 1 de l'arrêté royal du 6 mai 1971 fixant les types de règlements communaux relatifs à l'organisation des services communaux d'incendie (1).

En prenant un tel règlement, la Région de Bruxelles-Capitale ne peut agir qu'en tant qu'Agglomération bruxelloise, car en agissant en tant que Région, elle empiéterait sur les compétences de l'Etat fédéral en matière de protection civile.

(1) Cet arrêté royal oblige les communes dotées d'un service d'incendie à fixer le règlement de ce service selon les règlements-types consacrés aux annexes 1, 2 et 3 de l'arrêté, selon que ce service est qualifié de professionnel, de mixte ou de volontaire.

L'article 5 de la loi spéciale du 12 janvier 1989, précitée ne peut en effet être interprété comme autorisant une régionalisation de la matière de la lutte contre l'incendie, au seul profit de la Région de Bruxelles-Capitale.

Dans son avis (1) rendu à propos de la loi spéciale du 12 janvier 1989, précitée, la section de législation a estimé que "l'article examiné (l'article 5) ne peut se concilier avec cette disposition de la Constitution (l'article 108ter, § 2, de la Constitution, devenu l'article 166, § 2,) que dans la mesure où les termes «exercées par les organes de la Région de Bruxelles-Capitale» (figurant dans ledit article 166, § 2,) se prêtent à une interprétation large. En tout état de cause, les délégations visées ne pourront avoir pour objet, ni des compétences normatives, ni des points qui relèvent de l'essence des attributions administratives de l'Agglomération ...".

Si le législateur spécial a estimé qu'il convenait de maintenir l'article 5 sous le Titre II de la loi spéciale, intitulé "Des compétences", c'est-à-dire celles visées à l'article 107quater, devenu l'article 39 de la Constitution, c'est en se fondant sur l'argument que la création d'un organisme d'intérêt public ne pouvait se faire qu'en vertu d'une ordonnance, la Région n'ayant pas un tel pouvoir en tant qu'Agglomération (2).

(1) Doc. parl., Sénat, sess. 1988-89, n° 514/1, pp. 66 et 67.

(2) Doc. parl., Sénat, sess. 1988-89, n° 514/1, p. 3 et n° 514/2, pp. 61 et suivantes.

Les travaux préparatoires ne permettent donc pas d'interpréter l'article 5 de la loi spéciale comme autorisant la Région de Bruxelles-Capitale à prendre des dispositions normatives ayant trait aux compétences de l'Agglomération.

Il convient également d'attirer l'attention de l'auteur du projet sur le fait qu'en 1993, lors de la dernière réforme institutionnelle, le législateur spécial a confirmé le caractère fédéral de la matière en insérant au paragraphe 4 de l'article 6 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, un 6° qui prévoit l'association des Gouvernements des entités fédérées à "l'élaboration de dispositions fédérales générales prévues à l'article 9, § 1er, deuxième alinéa, de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile".

Cette disposition habilite le Roi à déterminer les dispositions générales "dans les limites desquelles sont fixés le cadre, le statut pécuniaire et administratif, les échelles de traitement, les indemnités et les allocations ainsi que les conditions de recrutement, de nomination et d'avancement des membres des services publics d'incendie".

Par contre, pour l'alinéa 1er de cette même disposition qui délègue au Roi le pouvoir de fixer les règles d'organisation générale des services publics d'incendie, l'association des Gouvernements n'a pas été consacrée, la matière restant exclusivement fédérale.

.../...

Il appartient ensuite aux autorités communales de prendre des règlements communaux conformes aux arrêtés royaux des 8 novembre 1967 portant en temps de paix, organisation des services communaux et régionaux d'incendie et coordination des secours en cas d'incendie et 6 mai 1971, précité, pris en exécution de l'article 9, § 1er, alinéa 1er, de la loi précitée du 31 décembre 1963.

Dans le même ordre d'idées, lors des travaux préparatoires de la loi ordinaire du 16 juillet 1993, il a été clairement dit que "l'unité de la politique en matière de lutte contre l'incendie et le caractère communal des services d'incendie seraient maintenus", le Roi ayant la maîtrise des normes générales tant pour l'organisation des services d'incendie que pour le statut du personnel (1).

-
- (1) Il a été précisé que le service d'incendie de la Région de Bruxelles-Capitale ne serait pas soumis à l'inspection organisée par le Roi, ni à la tutelle spécifique. La loi du 31 décembre 1963, précitée, a en conséquence été modifiée afin de supprimer toute forme de tutelle spécifique sur ledit service d'incendie et de le soustraire à l'inspection organisée par le Roi pour les services d'incendie. (Doc. Parl. Chambre, sess. 1992-93, n° 897/1, pp. 70 et 71).
En effet, tant l'article 9, § 2, qui concerne l'inspection organisée par le Roi que l'article 13, §§ 2 et 4, qui concernent la tutelle spécifique, de cette loi, ne s'appliquent qu'aux communes et intercommunales, alors que les règles d'organisation générale des services d'incendie (article 9, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 31 décembre 1963) et les règles générales relatives au statut pécuniaire et administratif des membres de ces services (articles 9, § 1er, alinéa 2, et 13, § 3) s'appliquent aux services publics d'incendie, ce terme englobant à la fois les services d'incendie communaux, intercommunaux et le service d'incendie de la Région de Bruxelles-Capitale.

.../...

En conclusion, il résulte de l'ensemble de ces éléments que si l'article 5 de la loi spéciale du 12 janvier 1989, précitée a autorisé la Région de Bruxelles-Capitale à confier par une ordonnance l'exercice d'attributions de l'Agglomération bruxelloise à un organisme d'intérêt public, cela n'a pas eu pour effet de modifier la nature de ces attributions.

Cette solution est également la plus raisonnable. En effet, compte tenu de la nécessaire collaboration de l'ensemble des services d'incendie, les règles relatives à leur organisation, à leurs moyens matériels et humains et à leur intervention relèvent de l'essence même de la protection civile et doivent en conséquence être adoptées de manière uniforme par l'autorité fédérale qui en définit le cadre minimal commun.

La Région de Bruxelles-Capitale peut, à l'instar des communes du Royaume, compléter ce cadre minimal en sa qualité d'Agglomération, mais en adoptant un règlement au sens de l'article 52 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 précitée (1), et non par un arrêté du Gouvernement régional.

(1) Toutefois, en tant cette fois d'autorité régionale ayant créé un organisme d'intérêt public en application de l'article 5 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 précitée, la Région de Bruxelles-Capitale peut prendre les dispositions normatives nécessaires pour gérer et organiser cet organisme mais sans porter atteinte aux règles de fonctionnement proprement dites du service d'incendie.

En conséquence, la plupart des dispositions contenues dans le présent projet ressortissent à la compétence de l'Agglomération bruxelloise et doivent être prises par la Région de Bruxelles-Capitale agissant en tant qu'Agglomération bruxelloise sous la forme d'un règlement, qui n'a pas à être soumis pour avis à la section de législation du Conseil d'Etat (article 3, § 1er, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat) (1).

Celle-ci n'est dès lors pas compétente pour donner un avis sur le présent projet.

(1) Par le présent avis, la section de législation du Conseil d'Etat s'écarte d'un précédent avis (L. 23.132/9) donné le 21 février 1994 dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "fixant les règles de fonctionnement du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale", avis dans lequel la section de législation du Conseil d'Etat a admis, fût-ce implicitement, que la Région de Bruxelles-Capitale pouvait en tant que telle, prendre de telles dispositions.

In zoverre het ontwerp de regels inzake de werking van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp vaststelt, is het in ruime mate gebaseerd op het modelreglement voor de organisatie van een gemeentelijke brandweerdienst, opgenomen in bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 6 mei 1971 tot vaststelling van de modellen van gemeentelijke reglementen betreffende de organisatie van de gemeentelijke brandweerdiensten.

Dit koninklijk besluit van 6 mei 1971 heeft onder meer als rechtsgrond de artikelen 9, § 1, eerste lid, en 13, § 1, van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming die bepalen dat de reglementen betreffende de organisatie van de brandweerdiensten worden opgemaakt overeenkomstig een door de Koning vastgesteld modelreglement.

Tot op heden is de civiele bescherming een aangelegenheid die federaal is gebleven en die, voor wat de brandweerdiensten betreft, hoofdzakelijk is toegewezen aan de gemeenteoverheden.

Krachtens artikel 4, § 2, 3° en 4°, van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten, zijn de dringende geneeskundige hulpverlening en de brandweer, wat de Brusselse gemeenten betreft, toegewezen aan de Brusselse agglomeratie.

Artikel 166, § 2, van de Grondwet en artikel 48 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen dat uitvoering verleent aan dat

.../...

artikel, hebben de uitoefening van de bevoegdheden van de Brusselse agglomeratie gedelegeerd aan de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

Artikel 52 van de voormelde bijzondere wet van 12 januari 1989, bepaalt evenwel dat de bevoegdheden van de Raad en van het College van de Brusselse agglomeratie respectievelijk worden uitgeoefend door de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bij wege van verordeningen wat de eerste betreft en bij wege van besluiten wat de tweede betreft. Die functionele splitsing heeft tot gevolg dat wanneer het Gewest optreedt in de uitoefening van de bevoegdheden van de agglomeratie, het als lagere plaatselijke overheid kan worden bestempeld.

Artikel 5 van de voormelde bijzondere wet van 12 januari 1989, stelt het Brussels Hoofdstedelijk Gewest evenwel in staat de uitoefening van bevoegdheden van de agglomeratie op te dragen aan instellingen van openbaar nut die ze opricht of aanwijst.

Zo heeft het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bij een ordonnantie van 19 juli 1990 een Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp opgericht in de vorm van een instelling van openbaar nut die onder categorie A ressorteert, overeenkomstig de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

.../...

De afdeling wetgeving heeft in haar advies (1) daaromtrent geoordeeld dat artikel 4, §§ 1 en 3, (2) van het ontwerp, in zoverre het normatieve bepalingen bevatte die betrekking hadden op de brandweerdiensten, niet behoorde tot de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, noch tot die van de Brusselse agglomeratie.

Om rekening te houden met die opmerking is artikel 4 van de voormelde ordonnantie gewijzigd. Het luidt als volgt :

"De brandweerdienst wordt belast met de uitoefening van de bevoegdheden van de Brusselse agglomeratie inzake brandbestrijding en dringende medische hulp, zoals bedoeld in artikel 4, § 2, 3° en 4°, van de agglomeratiewet (dit wil zeggen de voormelde wet van 26 juli 1971).".

Artikel 5 van dezelfde ordonnantie van zijn kant bepaalt het volgende :

"Onverminderd de verplichtingen opgelegd door artikel 13 van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, bepaalt de Executieve de regelen betreffende de werking van de brandweerdienst.".

(1) Advies bekendgemaakt in Gedr. St. B.H.R., zitt. 1989-90, nr. A-58/1.

(2) Die bepalingen luiden als volgt :

"Art. 4 § 1 De Brandweerdienst is een beroepsdienst van categorie X ...

§ 3 De Brandweerdienst valt onder de wetgeving van 31 december 1963 op de civiele bescherming.".

De vraag rijst of de normen die moeten worden vastgesteld ter uitvoering van de artikelen 4 en 5 van de voormelde ordonnantie, normen zijn die ressorteren onder het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat optreedt als Gewest, dan wel normen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat optreedt als Brusselse agglomeratie.

In het laatste geval is artikel 3, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van toepassing en moet de afdeling wetgeving zich onbevoegd verklaren.

Het ontworpen besluit beoogt, zoals het opschrift ervan aangeeft, de regels inzake de werking van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp vast te stellen.

De gemachtigde ambtenaren zijn het ermee eens dat het ertoe strekt op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de beginselen toe te passen van het modelreglement voor de organisatie van een gemeentelijke beroepsbrandweerdienst, opgenomen in bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 6 mei 1971 tot vaststelling van de modellen van gemeentelijke reglementen betreffende de organisatie van de gemeentelijke brandweerdiensten (1).

(1) Dat koninklijk besluit verplicht de gemeenten met een brandweerdienst het reglement van die dienst vast te stellen volgens de modelreglementen vastgelegd in de bijlagen 1, 2 en 3 bij het besluit, naar gelang die dienst een beroeps-, een gemengde of een vrijwilligersdienst is.

Bij het vaststellen van zulk een reglement kan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest alleen optreden als Brusselse agglomeratie, daar het, als Gewest optredend, zich de bevoegdheden van de federale Staat inzake civiele bescherming zou aanmatigen.

Artikel 5 van de voormelde bijzondere wet van 12 januari 1989 kan immers niet zo worden uitgelegd dat het een regionalisering mogelijk maakt van de aangelegenheid van de brandweer, uitsluitend ten voordele van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De afdeling wetgeving heeft in haar advies (1) over de voormelde bijzondere wet van 12 januari 1989 geoordeeld dat "het hier besproken artikel (artikel 5) (...) met dat voorschrift van de Grondwet (artikel 108ter, § 2, van de Grondwet dat artikel 166, § 2 is geworden) slechts (is) te verzoenen in zoverre de bewoordingen "uitgeoefend door de ... organen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest" (die voorkomen in het genoemde artikel 166, § 2) zich tot een ruime interpretatie lenen. De beoogde delegaties zullen in ieder geval noch normatieve bevoegdheden, noch wat tot de essentie van de administratieve bevoegdheden van de agglomeratie behoort tot voorwerp kunnen hebben ...".

(1) Gedr. St., Senaat, zitt. 1988-1989, nr. 514/1, blz. 66 en 67.

Heeft de bijzondere wetgever geoordeeld dat artikel 5 behoorde te worden gehandhaafd onder Titel II van de bijzondere wet met als opschrift "De bevoegdheden", dit wil zeggen de bevoegdheden bedoeld in artikel 107quater, dat artikel 39 van de Grondwet is geworden, dan heeft hij daarvoor gesteund op het argument dat een instelling van openbaar nut alleen kon worden opgericht krachtens een ordonnantie, daar het Gewest, optredend als agglomeratie, zulk een bevoegdheid niet heeft (1).

Op grond van de parlementaire voorbereiding kan artikel 5 van de bijzondere wet dus niet zo worden uitgelegd dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest erdoor in de mogelijkheid wordt gesteld normatieve bepalingen vast te stellen die betrekking hebben op de bevoegdheden van de agglomeratie.

Tevens dient de steller van het ontwerp erop opmerkzaam te worden gemaakt dat de bijzondere wetgever in 1993, bij de laatste institutionele hervorming, de federale aard van de aangelegenheid heeft bevestigd door in paragraaf 4 van artikel 6 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, een onderdeel 6° in te voegen dat voorziet in het betrekken van de Regeringen van de deelentiteiten bij "het ontwerpen van de federale algemene bepalingen bedoeld in artikel 9, § 1, tweede lid, van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming".

(1) Gedr. St., Senaat, zitt. 1988-89, nr. 514/1, blz. 3 en nr. 514/2, blz. 61 en volgende.

Die bepaling machtigt de Koning de algemene bepalingen vast te stellen "binnen de perken van dewelke de personeelsformatie, de bezoldigingsregeling en het administratief statuut, de weddeschalen, de toelagen en de vergoedingen worden vastgesteld, alsook de voorwaarden van werving, benoeming en bevordering voor het personeel van de openbare brandweerdiensten."

Voor het eerste lid van diezelfde bepaling daarentegen, dat de Koning de bevoegdheid opdraagt om de algemene regels van de organisatie van de openbare brandweerdiensten vast te stellen, wordt niet voorzien in het erbij betrekken van de Regeringen, waardoor de aangelegenheid uitsluitend federaal blijft.

Het staat vervolgens aan de gemeenteoverheden gemeentereglementen vast te stellen conform het koninklijk besluit van 8 november 1967 houdende, voor de vredestd, organisatie van de gemeentelijke en gewestelijke brandweerdiensten en coördinatie van de hulpverlening in geval van brand en het voornoemde koninklijk besluit van 6 mei 1971, vastgesteld ter uitvoering van artikel 9, § 1, eerste lid, van de voormelde wet van 31 december 1963.

In verband hiermee is tijdens de parlementaire voorbereiding van de gewone wet van 16 juli 1993 duidelijk gezegd dat "de eenheid van het brandweerbeleid en het gemeentelijk karakter van de brandweerdiensten uitdrukkelijk vooropgesteld wordt", waarbij de Koning de algemene normen

.../...

bepaalt, zowel voor de organisatie van de brandweerdiensten als voor het statuut van het personeel (1).

Tot besluit blijkt uit die gezamenlijke gegevens dat artikel 5 van de voormelde bijzondere wet van 12 januari 1989 het Brussels Hoofdstedelijk Gewest weliswaar heeft gemachtigd de uitoefening van bevoegdheden van de Brusselse agglomeratie op te dragen aan een instelling van openbaar nut, doch dat zulks niet tot gevolg heeft gehad de aard van die bevoegdheden te wijzigen.

Die oplossing is tevens de redelijkste. Gelet op de noodzakelijke samenwerking tussen alle brandweerdiensten hebben de regels betreffende de organisatie, de materiële en menselijke middelen en het optreden ervan, immers te maken

-
- (1) Er is op gewezen dat de brandweerdienst van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet onder de door de Koning georganiseerde inspectie, noch onder het specifiek toezicht zou vallen. De voormelde wet van 31 december 1963 is bijgevolg gewijzigd om elke vorm van specifiek toezicht op de genoemde brandweerdienst af te schaffen en hem te onttrekken aan de door de Koning voor de brandweerdiensten georganiseerde inspectie. (Gedr. St., Kamer, zitt. 1992-93, nr. 897/1, blz. 70 en 71). Zowel artikel 9, § 2, dat betrekking heeft op de door de Koning georganiseerde inspectie, als artikel 13, §§ 2 en 4, dat betrekking heeft op het specifiek toezicht, van die wet zijn immers alleen van toepassing op de gemeenten en intercommunale verenigingen, terwijl de algemene regels voor de organisatie van de brandweerdiensten (artikel 9, § 1, eerste lid, van de wet van 31 december 1963) en de algemene bepalingen betreffende de bezoldigingsregeling en het administratief statuut van de leden van die diensten (artikelen 9, § 1, tweede lid, en 13, § 3) van toepassing zijn op de openbare brandweerdiensten, waarbij die term zowel betrekking heeft op de gemeentelijke en de intercommunale brandweerdiensten als op de brandweerdienst van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

met de essentie zelf van de civiele bescherming en moeten ze bijgevolg op eenvormige wijze worden goedgekeurd door de federale overheid die het gemeenschappelijk minimumkader ervan omschrijft.

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kan, naar het voorbeeld van de gemeenten van het Rijk, dat minimumkader aanvullen in zijn hoedanigheid van agglomeratie, maar door een verordening goed te keuren in de zin van artikel 52 van de voormelde bijzondere wet van 12 januari 1989 (1) en niet door een besluit van de Gewestregering.

Het merendeel van de in het onderhavige ontwerp vervatte bepalingen behoort bijgevolg tot de bevoegdheid van de Brusselse agglomeratie en moet door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, optredend als Brusselse agglomeratie, vastgesteld worden in de vorm van een verordening, die niet

(1) Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kan evenwel, ditmaal als gewestelijke overheid die met toepassing van artikel 5 van de voormelde bijzondere wet van 12 januari 1989 een instelling van openbaar nut heeft opgericht, de noodzakelijke normatieve bepalingen vaststellen om die instelling te beheren en te organiseren, maar zonder afbreuk te doen aan de eigenlijke werkingsvoorschriften van de brandweerdienst.

ter fine van advies behoeft te worden voorgelegd aan de afdeling wetgeving van de Raad van State (artikel 3, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State) (1).

De afdeling wetgeving is bijgevolg niet bevoegd om over het onderhavige ontwerp een advies uit te brengen.

(1) Met het onderhavige advies wijkt de afdeling wetgeving van de Raad van State af van een vorig advies (L. 23.132/9), uitgebracht op 21 februari 1994 binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "houdende de werkingsregels van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp", in welk advies de afdeling wetgeving van de Raad van State, zij het impliciet, heeft aanvaard dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest als zodanig zulke bepalingen kon vaststellen.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs R. ANDERSEN,
de Heren

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

P. GOTHOT,
J. van COMPERNOLLE,

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La
note du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
Mme G. JOTTRAND, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door Mevr. P. VANDERNACHT,
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opgesteld
en toegelicht door
Mevr. G. JOTTRAND, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN